



PROJET vu pour être annexé
à la décision du Bureau 2020-062 DB
du 24 septembre 2020

Le Président

Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET



Projet de convention

Convention entre la **Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire** dont le siège social est à Saumur – 11 rue du Maréchal Leclerc - représentée par son Président, Monsieur Michel PATTÉE, autorisé à signer la présente convention par décision n° 2020-.....-DB du Bureau de la Communauté d'Agglomération en date du 24 septembre 2020, ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »,

Et

la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire** dont le siège social est à Angers – 8 boulevard du Roi René - représentée par, son Président Eric GRELIER ci-après désignée « la CCI ».

PRÉAMBULE

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé d'apporter son soutien financier au fonctionnement du dispositif Maison de la Création Transmission d'Entreprises sur le territoire du Saumurois afin de tendre vers les objectifs suivants :

- Améliorer le nombre de création d'entreprises sur le territoire du saumurois et renforcer la pérennité des projets
- Rendre plus lisible le parcours des porteurs de projet au moyen d'une meilleure coordination des offres et des acteurs de l'accompagnement à la création reprise d'entreprise.

Le déploiement du concept MCTE repose sur les deux axes suivants ;

- Création d'un guichet unique assurant l'accueil, l'information et l'orientation des créateurs repreneurs ainsi que l'hébergement et l'accès (par le biais de permanences) de certaines structures d'accompagnement à la création reprise d'entreprise.
- La mise en œuvre d'un programme d'actions spécifiques en faveur des porteurs de projet défini de manière concertée et partagée par l'ensemble des acteurs de l'accompagnement et du conseil

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de fixer les conditions d'utilisation de la subvention de 5 000 € attribuée au titre de l'année 2020 par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du vote du budget 2020, le 12 décembre 2019, au bénéfice de la Chambre de Commerce et d'Industrie pour le fonctionnement de la MCTE.
- de définir le contrôle de son emploi

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020. Elle pourra être modifiée par décision du Bureau ou délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La participation financière de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'élève à 5 000 €.

La contribution de la collectivité porte sur les deux volets suivants :

- frais de fonctionnement (charges salariales et charges liées aux locaux)
- frais liés à la mise en œuvre d'un programme d'actions portant sur la thématique création reprise d'entreprises validé annuellement par le comité de pilotage de la MCTE.

S'agissant de ce deuxième point, le comité de pilotage de la MCTE, a identifié, 2 axes stratégiques pour lesquels il conviendra de mettre en place des actions concrètes.

Présentation des 2 axes stratégiques :

- mieux organiser l'offre de services de la MCTE et de ses acteurs en faisant valoir de manière prioritaire la complémentarité existante entre les différents partenaires
- ancrer la MCTE sur son territoire d'action et d'influence en la rapprochant des collectivités avec l'organisation d'au moins un événement dédié à la création d'entreprises sur l'année 2020.

Pour assurer le contrôle de l'utilisation de cette subvention et plus globalement mettre en œuvre le dispositif MCTE sur le territoire, la gouvernance suivante a été mise en place :

- un comité de pilotage regroupant les principaux financeurs et acteurs de la création que sont la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Ce comité aura la charge de la définition des axes et orientations stratégiques ainsi que la validation et l'évaluation du programme d'actions

- un comité technique composé des représentants des structures d'accompagnement des porteurs de projet et de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire chargé de concevoir et de proposer le programme d'actions.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1. La subvention de 5 000 € est versée à la CCI par la Communauté d'Agglomération comme suit :

=> 50 % de l'aide à la signature de la présente convention,

=> le solde de 50 % sur présentation d'un compte-rendu technique et d'un bilan financier de l'opération subventionnée, accompagné d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, visées par le représentant légal de l'organisme.

4.2. Les paiements dus par la Communauté d'Agglomération sont effectués sur le compte bancaire de la CCI.

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

La Communauté d'Agglomération procède, conjointement avec la CCI, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme de l'action auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La Communauté d'Agglomération peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par la CCI.

La Communauté d'Agglomération se réserve le droit d'exercer un contrôle de pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.

La CCI de Maine-et-Loire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de la Communauté d'Agglomération ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de la CCI.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Saumur, le
en trois exemplaires originaux

**Le Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération Saumur Val de Loire**

**Le Président de la Chambre de Commerce et
d'Industrie de Maine-et-Loire,**

Michel PATTÉE

Eric GRELIER